

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 23/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TEPSA SES D2**

28 RUE DE ROUEN  
67000 Strasbourg

Références : 0006700450/GC/AG  
Code AIOT : 0006700450

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement TEPSA SES D2, implanté 70 Quai Jacoutot 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEPSA SES D2
- 70 Quai Jacoutot 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société TEPSA SES exploite à Strasbourg, au Port aux Pétroles, un dépôt de liquides inflammables appelé "TEPSA SES D2" relevant de la directive "Seveso" (seuil haut).  
L'entreprise fait partie du groupe TEPSA.

Ces installations sont soumises aux prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020, codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter le dépôt "D2" de la Société Européenne de Stockage (SES), quai Jacoutot à Strasbourg.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
8	Surveillance environnementale - transmission	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 9.5.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Maintenance	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 7.2.2	Sans objet
3	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Rejet eaux	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 4.2.2	Sans objet
5	Surveillance des rejets au Rhin	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 9.2.2	Sans objet
6	Test hydrostatique réservoir R233	Autre du 02/09/2024, article PAC	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 9.3.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu que l'exploitant renseigne désormais systématiquement les résultats d'auto-surveillance des eaux superficielles et des eaux souterraines dans l'application GIDAF.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure en permanence la fourniture, ou la disponibilité, des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité, ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques, concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
<b>Constats :</b>  Le dépôt est connecté au réseau pour son alimentation en électricité. En cas de coupure d'alimentation, les installations sont automatiquement mises à l'arrêt et en sécurité (système de sécurités positives). Une telle coupure entraînerait de fait une indisponibilité partielle des moyens de défense contre l'incendie. En effet, le site est équipé d'un total de 7 pompes (5 pompes à eau et 2 pompes à émulseurs). Quatre des pompes à eau sont électriques (une de ces pompes est une pompe de secours), la cinquième est une pompe thermique (diesel). Une des pompes à émulseurs est électrique et l'autre est thermique (diesel). Les moyens de défense contre l'incendie sont interconnectés avec le site voisin. De ce fait, deux pompes électriques et une pompe thermique peuvent compléter le dispositif. Afin de maintenir les moyens de lutte contre l'incendie actifs, le dépôt est équipé d'un groupe électrogène, permettant d'alimenter trois pompes électriques et ainsi d'assurer la capacité minimale de 680 m3/h, pendant 2 heures, prescrite dans l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 2 : Maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 7.2.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels et produits de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les rapports d'entretiens annuels des pompes et du groupe électrogène, opérations réalisées par des prestataires extérieurs. Le rapport du 16 octobre 2024, relatif à l'entretien du groupe électrogène, ne mentionne pas de défaut de fonctionnement. Toutefois, il indique que des changements de pièces et des réglages sont à prévoir (connecteur électrique, injecteurs et réglage des culbuteurs). Les pièces nécessaires sont déjà disponibles dans les stocks de l'exploitant, selon les éléments enregistrés dans son suivi de maintenance et d'entretien. Seule la date d'intervention reste à convenir avec l'entreprise

<p>prestataire.</p> <p>Les rapports des 16 et 18 octobre 2024 relatifs à l'entretien des deux pompes thermiques (la pompe à eau et la pompe à émulseurs) ne mentionnent pas de défaut ni de travaux à réaliser.</p> <p>Le bon fonctionnement des pompes est, de plus, vérifié mensuellement par l'exploitant dans le cadre des exercices POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

### N° 3 : Actions engagées pour la mise en sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>(...)</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation, ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes relatives à la mise en œuvre des moyens de défense contre l'incendie figurent dans les fiches de scénario du POI.</p> <p>De plus, dans le local incendie, dans le local électrique et au niveau du groupe électrogène, les instructions de mise en fonctionnement des équipements est affiché.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater que l'opérateur avait procédé aux étapes décrites par l'exploitant en cas de coupure d'alimentation électrique pendant l'utilisation des moyens de défense incendie.</p> <p>L'exploitant a précisé que ce scénario avait fait l'objet d'un exercice POI en 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

### N° 4 : Rejet eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 4.2.2</p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux sont rejetées au Rhin.</p> <p>Les rejets des effluents liquides dans le milieu récepteur respectent, a minima, les valeurs limites définies dans le tableau ci-dessous :</p>

Paramètre	Code SANDRE	Valeur maximale ou intervalle de valeurs
pH	1302	Entre 5,5 et 8,5
Température	1301	30 °C
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	300 mg/l
Demande biochimique en oxygène sur 5 jours (DBO5)	1313	100 mg/l
Matières en suspension (MES)	1305	100 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

#### Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de l'auto-surveillance de 2024.

En dehors d'un dépassement de la teneur en hydrocarbures totaux (HCT) lors de la campagne d'avril 2024 (16,5 mg/l pour 10 mg/l autorisés), les analyses n'ont pas révélé de dépassement des valeurs limites de rejet.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant apporte des explications sur le dépassement de la teneur en HCT, mesuré lors de la campagne d'avril 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suites

#### N° 5 : Surveillance des rejets au Rhin

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 9.2.2

**Thèmes :** Risques chroniques, Eaux superficielles

#### Prescription contrôlée :

Les rejets au Rhin sont contrôlés semestriellement suivant les paramètres de l'article 4.2.2, en

sortie du dispositif de traitement.

**Constats :**

En 2024, l'exploitant a présenté les résultats des mesures réalisées en avril et en octobre 2024. La fréquence semestrielle est respectée.

L'exploitant a montré à l'inspection le point de prélèvements. Ils sont effectués à la sortie du séparateur, juste avant la vanne de confinement.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 6 : Test hydrostatique réservoir R233**

**Référence réglementaire :** Autre du 02/09/2024, article PAC

**Thèmes :** Autre, PMII

**Prescription contrôlée :**

Pollution des eaux

*L'exploitant prévoit de réaliser des prélèvements et des analyses*

- *sur les eaux pompées (afin d'établir un état zéro),*
- *après avoir mis 200 m<sup>3</sup> dans le réservoir, et*
- *sur 3 hauteurs (en bas, au milieu et en haut du réservoir), après avoir mis 6 000 m<sup>3</sup> dans le réservoir.*

*Les analyses porteront sur les paramètres prévus dans l'arrêté préfectoral (pH, température, DCO, DBO<sub>5</sub>, MES et hydrocarbures totaux) et seront complétées par la recherche de HAP (16 composés), de benzène, de toluène, de xylènes (somme o, m, p), de zinc et de mercure.*

*Les valeurs limites d'émission sont définies comme suit :*

Paramètres	Code SANDRE	VLE	Prescriptions
pH	1302	5,5 - 8,5	Arrêté préfectoral du 28 octobre 2020 Article 4.2.2
température	1301	Inférieure à 30°C	
DCO	1314	300 mg/l	
DBO <sub>5</sub>	1313	100 mg/l	
MES	1305	100 mg/l	

Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	Substances complémentaires et VLE proposées par l'exploitant
HAP (16 composés)	6136	50 µg/l	
Benzène	1114	50 µg/l	
Toluène	1278	74 µg/l	
Xylènes (somme o, m, p)	1780	50 µg/l	
Zinc	1383	250 µg/l	
Mercure	1387	0,1 µg/l	

*Tout dépassement de VLE entraînera l'arrêt du test et l'eau utilisée sera traitée comme déchet. En cas de respect des VLE, les eaux seront orientées vers le réseau de traitement des eaux pluviales du site (décanteur-séparateur), puis rejetées au milieu naturel (Rhin).*

#### **Constats :**

Dans le cadre du test hydrostatique du réservoir R233, l'exploitant a procédé aux recherches de polluants telles qu'il les avaient décrites dans son dossier porté à connaissance le 2 septembre 2024.

Les résultats ont été présentés à l'inspection. Aucun dépassement de VLE n'ayant été constaté, l'eau utilisée pour le test a été rejetée au Rhin.

**Type de suites proposées :** Sans suites

#### **N° 7 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 9.3.1

**Thèmes :** Risques chroniques, Eaux souterraines

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant surveille la qualité des eaux souterraines au travers d'un réseau composé d'au moins 3 puits (1 en amont et 2 en aval), qui permettent de réaliser des prélèvements suivant les normes en vigueur, représentatifs de l'amont et de l'aval hydrogéologiques du site. L'exploitant fait inscrire ces ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol (BSS), auprès du Service Géologique Régional du BRGM.



L'exploitant surveille régulièrement les forages, et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le préfet, et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage, afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur (eaux destinées à la consommation humaine).

Les polluants et paramètres à rechercher sont ceux du tableau ci-dessous.

Sur chacun des trois puits, deux prélèvements annuels sont réalisés et analysés pour la recherche de l'ensemble des paramètres du tableau, l'un en période de basses eaux, l'autre en période de hautes eaux.

Polluant/paramètre	code sandre/CAS*
pH	1302
Hydrocarbures totaux	7009
HAP	7088
Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes	5918
ETBE	2673
MTBE	1512
Plomb	1382

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées. Au moins une fois par an, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des

piézomètres.
<b>Constats :</b>  Les campagnes semestrielles de surveillance de la qualité des eaux souterraines sont réalisées par le même prestataire, et en même temps que l'autosurveillance des rejets des eaux superficielles. Les résultats des campagnes d'avril et d'octobre 2024 ont été présentés. Ceux-ci n'appellent pas l'inspection à formuler d'observations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 8 : Surveillance environnementale - transmission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 9.5.1
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, déclarations GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de la surveillance des rejets, des milieux et des émissions sonores sont transmis à l'inspection des installations classées, dès parution du rapport. Les résultats de la surveillance des eaux et de la nappe phréatique sont télédéclarés sur la base GIDAF (cette télédéclaration vaut transmission à l'inspection).
<b>Constats :</b>  Les résultats de la surveillance des eaux superficielles et souterraines réalisée en 2024 n'ont pas été renseignés dans l'application GIDAF. L'inspection a procédé à la mise à jour des cadres de surveillance (paramètres et fréquences), et des coordonnées de l'exploitant suite à son changement de dénomination.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est attendu que les résultats de la surveillance des eaux soient désormais systématiquement renseignés par l'exploitant dans GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois